

SONDAGE D'OPINION PUBLIQUE

ABACUS DATA

POUR RÉDUIRE LE DÉFICIT, LES CANADIENNES ET LES CANADIENS VEULENT UNE AUGMENTATION DE L'IMPÔT DES RICHES ET DES GRANDES ENTREPRISES.

**88 % SOUHAITENT QU'UN IMPÔT SUR LA FORTUNE FASSE PARTIE D'UN
PLAN DE RELANCE POST-PANDÉMIE.**

David Coletto

Pour des entrevues vidéo par Skype ou Zoom ou des entrevues audio, veuillez communiquer avec David au 613-884-4730 ou à david@abacusdata.ca

À la mi-juillet, l'Institut Broadbent et l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada ont chargé Abacus Data de réaliser un sondage d'opinion national pour explorer les attitudes et les opinions sur le déficit fédéral et la reprise post-pandémie.

Constatations du sondage :

COMMENT S'ATTAQUER AU DÉFICIT

- 1. Pour réduire le déficit, la plupart des gens pensent que l'impôt des ménages à revenu faible et moyen augmentera et que les programmes et services seront réduits, mais la plupart veulent que les échappatoires soient éliminées et que l'impôt des riches et des sociétés soit augmenté.** La majorité des Canadiennes et des Canadiens pensent que pour réduire le déficit, le gouvernement fédéral devra augmenter l'impôt des personnes à revenu faible et moyen et réduire les programmes et les services. Toutefois, lorsqu'on leur demande de classer les moyens qu'ils préfèrent pour réduire le déficit, une majorité écrasante souhaite une augmentation de l'impôt des grandes entreprises et des riches et l'élimination des échappatoires. Le renforcement de l'application des lois fiscales existantes et la croissance économique naturelle viennent ensuite.

Une majorité de partisans libéraux, conservateurs et néo-démocrates placent l'augmentation de l'impôt des grandes entreprises et des riches en tête des priorités pour réduire le déficit fédéral.

- 2. Peu de Canadiennes et de Canadiens pensent que les augmentations de l'impôt des grandes entreprises et des riches auront un impact négatif sur eux.** Lorsqu'on leur a demandé si les mêmes idées pour réduire le déficit auront un impact positif ou négatif sur eux personnellement, seuls 6 % ont estimé que l'augmentation de

l'impôt des grandes entreprises et des riches aura un impact négatif sur eux. Il en va de même pour l'élimination des échappatoires ou le renforcement de l'application des lois fiscales existantes. En fait, une majorité d'entre eux estiment que l'augmentation de l'impôt des riches et des grandes entreprises et l'élimination des échappatoires auront un impact positif sur eux.

- 3. Mais la plupart pensent que les réductions des programmes et des services et les augmentations de l'impôt des personnes à revenu faible ou moyen auront un impact négatif sur eux.** En revanche, la plupart d'entre eux pensent que si l'impôt des personnes à revenu faible ou moyen était augmenté ou que si les programmes et les services étaient réduits pour faire face au déficit, cela aurait un impact négatif sur leur vie.
- 4. La plupart des Canadiennes et des Canadiens ne pensent pas que l'on puisse réduire le déficit fédéral et payer la pandémie sans augmenter les impôts.** Bien que la plupart des gens ne souhaitent pas une augmentation de l'impôt des ménages à revenu faible ou moyen, la plupart ne pensent pas qu'il soit possible de réduire le déficit et de financer la pandémie sans une certaine forme d'augmentation des impôts. Ce point de vue est partagé par l'ensemble du spectre politique, puisque 58 % des partisans libéraux, 59 % des partisans conservateurs et 63 % des partisans néo-démocrates sont de cet avis.

CE QUE LES CANADIENNES ET LES CANADIENS SOUHAITENT VOIR DANS UN PLAN DE RELANCE POST-PANDÉMIE

- 1. Ne pas réduire les soins de santé, l'éducation ou d'autres programmes sociaux importants :** 92 % des Canadiennes et des Canadiens affirment qu'un plan de relance post-pandémie devrait inclure une promesse de ne pas réduire le financement des soins de santé, de l'éducation ou d'autres programmes sociaux importants : 54 % les jugent indispensables.
- 2. 88 % souhaitent qu'un impôt sur la fortune de 1 % payé par les plus riches soit inclus dans un plan de relance post-pandémie;** 54 % des personnes interrogées estiment qu'un impôt sur la fortune est indispensable, tandis que 34 % pensent qu'il est souhaitable. L'impôt sur la fortune est une idée aussi populaire que de ne pas réduire les dépenses dans le domaine de la santé ou de l'éducation.
- 3. Réduire les coûts liés à la santé, construire plus de logements abordables et ne pas augmenter la TVH.** En plus de promettre de ne pas réduire les dépenses en santé et en éducation et d'introduire un impôt sur la fortune, les Canadiennes et les Canadiens veulent également voir un plan pour réduire les coûts liés à la santé, plus de logements abordables, et une promesse de ne pas augmenter la TVH dans un plan pour payer la reprise post-pandémie et rendre le coût de la vie plus abordable.

Pour connaître tous les résultats, avec une ventilation par région, par données démographiques et par soutien politique, veuillez télécharger le rapport complet ici.

RÉSULTAT

À l'approche des élections fédérales, les Canadiennes et les Canadiens pensent qu'il ne sera pas possible de réduire le déficit sans une certaine forme d'augmentation des impôts. Bien qu'ils s'inquiètent du fait que les ménages à revenu faible et moyen devront payer davantage, l'opinion générale est qu'il faudrait demander aux mieux nantis – les grandes entreprises et les personnes les plus riches – de payer davantage pour aider à réduire le déficit et à financer la reprise post-pandémie.

Les résultats du sondage confirment la nature transpartisane de l'opinion publique sur ces questions. Les partisans conservateurs sont presque aussi susceptibles que les néodémocrates ou les libéraux d'appuyer la mise en place d'un impôt sur la fortune ou l'augmentation des impôts des riches ou des grandes entreprises.

À l'heure où le débat sur le déficit et le financement de la relance post-pandémie s'intensifie, ces chiffres constituent un avertissement. Les Canadiennes et les Canadiens ne veulent pas de compressions dans les programmes et services qui leur sont chers, ils ne veulent pas d'une augmentation de la TVH, mais ils veulent que les gouvernements s'attaquent aux problèmes d'accessibilité financière – en ce qui concerne le logement et les coûts liés à la santé – et demandent aux plus riches et aux plus grandes entreprises de payer leur juste part.

Un plan qui augmente les impôts des riches, élimine les échappatoires et renforce l'application des lois fiscales existantes est une solution politiquement peu risquée et très rentable. Peu de gens pensent qu'ils seront lésés par ces mesures et beaucoup pensent qu'ils en bénéficieront à long terme.

MÉTHODOLOGIE

Notre enquête a été menée en ligne entre le 13 et le 19 juillet 2021 auprès de 1 500 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Un échantillon de panélistes sélectionnés au hasard a été invité à participer. Les panélistes étaient d'une série de panels partenaires sur la plate-forme d'échange Lucid. Ces partenaires consistent de panels d'étude avec confirmation d'adhésion qui ont été intégrés afin de gérer la possibilité de biais dans les données provenant d'une seule source.

La marge d'erreur d'un échantillonnage aléatoire de la même grandeur pour une enquête probabiliste semblable est de +/- 2,6 %, 19 fois sur 20. Les données ont été pondérées en fonction des données du recensement afin que l'échantillon corresponde à la population du Canada selon l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et la région. Les chiffres étant arrondis, les sommes peuvent ne pas faire un total de 100.